

Congo/Présidentielle ce dimanche

Sassou Nguesso cherche un nouveau mandat face à huit candidats

AFP
Brazzaville/Congo

Le président sortant a promis à ses partisans de l'emporter dès le premier tour. Un scénario impossible, opposent ses adversaires.

LES électeurs congolais sont appelés aux urnes ce dimanche pour élire le premier président d'une Nouvelle République instituée par un changement de Constitution ayant permis au président Denis Sassou Nguesso de se représenter. M. Sassou Nguesso, qui cumule plus de 32 ans au pouvoir à Brazzaville, a promis à ses partisans de l'emporter dès le premier tour.

Le jour du vote, "ça sera un penalty tiré et marqué et puis c'est la victoire", a-t-il assuré lors de sa première réunion de campagne.

Les choses se présentent cependant différemment que lors des scrutins de 2002 et 2009, où il avait obtenu respectivement près de 90% et 78% des suffrages pour rester à la tête de ce pays d'Afrique centrale de 4,5 millions d'habitants.

L'opposition avait largement boycotté ces scrutins. Cette fois-ci, après avoir tenté en vain de faire bar-

rage au changement de Constitution, elle a décidé majoritairement de participer.

La nouvelle loi fondamentale est entrée en vigueur en novembre, après son adoption par référendum. L'opposition, qui avait qualifié de "coup d'Etat constitutionnel" le projet de changement de Constitution, avait appelé à boycotter cette consultation, dont elle a rejeté les résultats.

Pour justifier la présence de l'opposition à ces élections, Vivien Manangou, porte-parole du candidat Guy-Brice Parfait Kolélas, cite l'exemple du président français Mitterrand qui avait dénoncé en son temps "le coup d'Etat permanent" du général de Gaulle avant de jouer le jeu des institutions de la Ve République.

"Les principes juridiques sont très éloignés de la réalité politique", dit-il.

"SOUPÇONS DE FRAUDE" Ancien ministre de M. Sassou Nguesso, M. Kolélas a signé avec quatre autres candidats une charte dont les membres s'engagent à soutenir au deuxième tour le mieux placé d'entre eux pour affronter le président sortant.

Pour eux, le "rejet" du président Sassou qu'ils disent sentir dans un pays, qua-



Photo : AFP

"Ce sera un penalty tiré et marqué et puis c'est la victoire", a pronostiqué le président sortant Denis Sassou Nguesso. Impossible, lui ont répondu ses adversaires.

trième producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne mais dont la majeure partie de la population vit dans la pauvreté, est si fort que celui-ci ne peut l'emporter dès le premier tour sans tricher.

Outre M. Kolélas, les signataires du pacte électoral anti-Sassou sont deux anciens ministres de M. Sassou Nguesso, André Okombi Salissa et Claudine Munari – seule femme à se présenter –, Pascal Tsaty Mabiala, héritier politique du président Pascal Lissouba – chassé du pouvoir par les armes en 1997 par l'actuel chef de l'Etat – et le général Jean-Marie Michel Mokoko, qui était il y a quelques semaines encore

conseiller du président sortant pour les affaires de sécurité.

Contrastant avec ce qui s'était passé en octobre lors de la campagne référendaire, marquée par des violences meurtrières, des entraves à la liberté d'expression et des interdictions de manifester, la campagne pour la présidentielle s'est déroulée calmement, dans un climat apaisé.

Pour autant, l'opposition craint des fraudes électorales.

Jugeant que les conditions pour un scrutin transparent et démocratique ne sont pas réunies, l'Union européenne a renoncé à missionner des observa-

teurs électoraux.

L'Union africaine n'a pas ces réticences. Mais ses observateurs n'inspirent cependant aucune confiance aux candidats de l'alliance contre M. Sassou Nguesso, qui disent ne pas croire à l'indépendance de la commission électorale nationale et ont créé leur propre "commission technique" chargée de surveiller le scrutin et de compiler les résultats.

Envoyé par la Francophonie pour une "mission de contact et d'observation" avant le scrutin de dimanche, l'ancien président de transition au Burkina Faso (2014-2015), Michel Kafando, dit avoir reçu du pouvoir l'assurance que les élections seraient "ouvertes", et des représentants des autres candidats celle que les éventuels contentieux électoraux seraient réglés par la voie légale.

"Les choses devraient bien se passer", estime-t-il, prévenant néanmoins, d'un risque de troubles post-scrutin en cas de "trop grande différence" entre les résultats publiés et ceux que compte compiler l'opposition à l'issue du premier tour.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Islamistes. 89 condamnations à mort

Quatre vingt-neuf condamnations à mort pour "terrorisme" ont été prononcées au Cameroun contre des membres du groupe islamiste nigérian Boko Haram depuis un an, a-t-on appris hier de source judiciaire.

• Côte d'Ivoire/Procès. Simone Gbagbo à la barre en avril pour "crime contre l'humanité"

Simone Gbagbo, l'ex-Première dame ivoirienne, sera jugée "le 25 avril" prochain pour "crime contre l'humanité" devant la Cour d'assises d'Abidjan, a annoncé jeudi Me Mathurin Dirabou, un des avocats de la défense, après le rejet du pourvoi en cassation par la cour suprême.

• Niger/Présidentielle. Issoufou surla voie royale

L'issue du second tour ce dimanche de la présidentielle au Niger ne fait pas de doute, le sortant Mahamadou Issoufou devant être réélu : son adversaire Hama Amadou, emprisonné depuis novembre dans le cadre d'une affaire controversée de trafic de bébés, a été évacué vers la France à quatre jours d'un scrutin dont l'opposition ne reconnaîtra pas les résultats.

• Sénégal/Référendum. Oui ou non au président Macky Sall

Les Sénégalais sont appelés ce dimanche à un référendum sur des réformes constitutionnelles, dont la réduction du mandat du chef de l'Etat de sept à cinq ans, une consultation qui a pris des allures de vote pour ou contre le président Macky Sall.

A travers le monde

• Brésil/Politique. Dilma Rousseff sur la corde raide

La Chambre des Députés du Brésil a donné le coup d'envoi hier à la première des réunions prévues de la commission qui doit se prononcer sur l'ouverture d'une procédure de destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff ou sur le classement de l'affaire.

• France-Belgique/Attentats. Salah Abdeslam arrêté à Bruxelles!

Salah Abdeslam, suspect-clé des



Photo : AFP

attentats qui ont fait 130 morts le 13 novembre à Paris, a été arrêté hier après-midi au cours d'une opération policière à Bruxelles, a-t-on appris de sources policières françaises.

• UE-Turquie/Migrants : "accord unanime" à Bruxelles

Les 28 pays membres de l'UE ont conclu hier un accord avec Ankara aux termes duquel tous les migrants arrivant dans les îles grecques à compter de ce dimanche seront renvoyés vers la Turquie, a annoncé le président du Conseil européen, Donald Tusk.

Bénin/Second tour de la présidentielle ce dimanche

Zinsou ou Talon ?

AFP
Cotonou/Bénin

Entre le technocrate et le self-made man, la partie s'annonce serrée.

LE Premier ministre sortant Lionel Zinsou et l'homme d'affaires Patrice Talon s'affrontent ce dimanche lors du second tour de l'élection présidentielle béninoise, pour succéder au chef de l'Etat Thomas Boni Yayi qui se retire après deux mandats, conformément à la Constitution.

Trente-trois candidats, un record, se sont présentés lors du premier tour de cette élection, qui s'est déroulée dans le calme le 6 mars. Le banquier d'affaires franco-béninois Lionel Zinsou est arrivé en tête, suivi de très près par l'ex "roi du coton" Patrice Talon (27,11% contre 23,52%).

M. Talon, un "self-made man" de 57 ans devenu un des plus influents entrepreneurs du pays, bénéficie, pour le second tour, du précieux soutien de 24 candidats au premier tour, dont Sébastien Ajavon, l'autre homme d'affaires candidat, qui a fait fortune dans l'agro-alimentaire et qui

s'est imposé comme le troisième homme en obtenant 22% des voix.

Mais au Bénin, les consignes de vote ne sont pas toujours suivies par les 4,7 millions d'électeurs.

M. Zinsou, 61 ans, en sait quelque chose : désigné candidat des Forces Cauris pour un Bénin Emergent (FCBE, au pouvoir), il a aussi été adoubé par deux grands partis d'opposition, rassemblant derrière lui une écrasante majorité de députés de l'Assemblée Nationale. Ce soutien ne s'est pourtant pas traduit par un large succès au premier tour, où il a devancé son principal rival d'à peine 100 000 voix.

Le Bénin, petit pays de 10,6 millions d'habitants, est le premier État d'Afrique francophone à avoir entamé une transition démocratique au début des années 1990.

CHOMAGE, CORRUPTION, SANTE Mais le chômage, notamment des jeunes, la corruption, la santé et l'éducation seront les principaux défis du prochain président. Peu diversifiée, l'économie du pays s'appuie essentiellement sur l'agriculture et le commerce de transit et de réexportation vers son voisin et principal partenaire, le Nigeria.

M. Zinsou, ancienne plume du Premier ministre socia-



Photo : AFP



Photo : AFP

Entre le Premier ministre Lionel Zinsou... (photo de droite) : ... et l'homme d'affaires Patrice Talon, le scrutin de ce dimanche risque de se jouer dans un mouchoir de poche.

liste français Laurent Fabius dans les années 1980, a quitté son poste à la tête de PAI Partners, un des plus gros fonds d'investissement européens, pour devenir Premier ministre du Bénin en juin 2015.

Il dit vouloir mettre à profit sa brillante carrière internationale et son gigantesque carnet d'adresses – de Bill Gates à Barack Obama, dit son site internet – pour développer le Bénin. Mais ses détracteurs, qui le traitent volontiers de "yovo", "le blanc", lui reprochent d'être "parachuté" par Paris, l'ancien colonisateur, pour raviver les réseaux de la

"Françafrique".

M. Talon, qui s'est rendu aux urnes le 6 mars au volant de son coupé Porsche, tient à son image d'homme d'affaires prospère et dit incarner "la rupture".

Entrepreneur incontournable au Bénin, contrôlant le secteur clé du coton et la gestion du port de Cotonou, Patrice Talon a financé les deux campagnes de M. Boni Yayi avant de devenir son ennemi public numéro un. Les résultats du premier tour et la date du second tour n'ayant été confirmés par la Cour constitutionnelle que dimanche dernier, les candidats n'ont eu que

cinq jours pour retourner sur le terrain et tenter de convaincre les Béninois, la campagne prenant fin hier à minuit.

Les deux candidats ont débattu jeudi soir pendant deux heures en direct sur un plateau de la télévision nationale, une première au Bénin.

M. Zinsou, en boubou et petit chapeau mauves, a énoncé plusieurs points-phares de son programme, très axé sur le développement – une aide aux 100 000 familles les plus pauvres, "la lumière pour tous" et une amélioration des infrastructures médicales notamment. M. Talon, en costume-cravate comme à son habitude, a dressé un tableau désastreux du Bénin, une "République bananière" devenue "la risée du monde". Il a répété, comme un leitmotiv, à M. Zinsou, qu'il ne connaissait pas le Bénin et l'a accusé d'avoir "le syndrome du gouverneur dans une contrée de sauvages".

Le débat a ensuite quitté le terrain des idées, M. Zinsou affirmant à son tour que M. Talon avait non seulement des ancêtres blancs, mais qu'ils avaient été impliqués dans le commerce d'esclaves.